

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/12034
1er avril 1976
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 1er AVRIL 1976, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR
LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA TURQUIE AUPRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une lettre datée du 31 mars 1976,
qui vous est adressée par M. Nail Atalay, représentant par intérim de l'Etat
fédéré turc de Chypre.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la
présente lettre comme document officiel du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la Turquie
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) Ilter TÜRKMEN

Annexes

LETTRE DATEE DU 31 MARS 1976, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENEPAL
PAR M. NAIL ATALAY

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint une lettre datée du 26 mars 1976, qui vous est adressée par S. Exc. M. Rauf R. Denktas, président de l'Etat fédéré turc de Chypre.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document officiel du Conseil de sécurité.

Le représentant par intérim de l'Etat
fédéré turc de Chypre,

(Signé) Nail ATALAY

LETTRE DATEE DU 26 MARS 1976, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR
M. RAUF DENKTAS

La lettre datée du 16 mars 1976 de M. Zenon Rossides, représentant des Chypriotes grecs auprès de l'Organisation des Nations Unies, dont le texte a été distribué comme document du Conseil de sécurité sous la cote S/12014, a été récemment portée à mon attention.

Au sujet de la teneur de cette lettre, je tiens à dire avec la plus grande fermeté que nous rejetons catégoriquement les allégations selon lesquelles la Turquie se préparerait à construire une base aérienne militaire à proximité de Kyrénia (dans les zones d'Ayios Epiktitos, Karakoumi, Kazaphani et Klepini). Nous rejetons également les allégations de M. Rossides selon lesquelles les Chypriotes grecs seraient chassés des zones susmentionnées. Il n'en est rien, et parmi les Chypriotes grecs qui résident sur le territoire de l'Etat fédéré turc de Chypre seuls sont transférés dans le sud ceux qui en font eux-mêmes la demande écrite ou au nom desquels la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre présente une telle demande. Les personnes qui viennent s'installer dans les maisons ainsi libérées ne sont nullement des "colonialistes" venus de Turquie, comme le voudraient certaines allégations, mais des réfugiés chypriotes turcs qui ont gagné le nord pour échapper à l'oppression grecque qui sévit dans le sud de l'île, ainsi que des Chypriotes turcs qui rentrent au pays après avoir dû, comme des milliers d'autres, émigrer dans diverses régions du monde pour échapper à la discrimination économique et sociale intolérable dont ils faisaient l'objet de la part des Chypriotes grecs.

Les diverses accusations calomnieuses portées par les Chypriotes grecs déforment la vérité de façon tellement flagrante qu'elles ne sauraient en aucune façon jeter le discrédit sur l'intervention légitime et justifiée de la Turquie à Chypre. Cette intervention a eu lieu conformément à des accords internationaux, afin de sauver la communauté turque de l'anéantissement total et de sauvegarder l'indépendance de l'île, indépendance que l'archevêque Makarios s'employait depuis 12 ans à détruire. Le recours à une propagande inspirée par le désir de nuire ne saurait faire oublier 12 années de barbarie, de tyrannie et d'oppression infligées à la communauté turque de Chypre par les Chypriotes grecs et leurs dirigeants. Cette propagande ne saurait non plus masquer les visées expansionnistes et coloniales de la Grèce, qui trouvent leur expression dans la lutte pour l'enosis (rattachement de Chypre à la Grèce), lutte dont les tragiques événements de 1963, 1967 et 1974 ont marqué les points culminants. Les dirigeants chypriotes grecs et le Gouvernement grec n'ont toujours pas dénoncé l'enosis. La subjugation néo-colonialiste de Chypre par la Grèce demeure "un but national suprême de l'hellenisme".

Nous déplorons vivement qu'au moment où reprennent les pourparlers entre les communautés, les dirigeants chypriotes grecs, qui prétendent constituer le

S/12034
Français
Page 4

"Gouvernement de Chypre", gouvernement qui n'existe ni en droit ni en fait, persistent dans leur attitude intransigeante et recourent à une propagande politique qui ne peut que compromettre les chances d'un règlement négocié.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document officiel du Conseil de sécurité.

Le Président de l'Etat fédéré turc
de Chypre,

(Signé) Rauf R. DENKTAS

